

Centre de  
Services scolaire  
du Val-des-Cerfs

# RAPPORT ANNUEL

2022-2023



## Message de la présidence du conseil d'administration et de la direction générale du centre de services scolaire

Quelle année remplie de projets ! Que ce soit la sortie de terre de nos quatre nouvelles écoles primaires ou encore la reprise des activités scolaires selon le calendrier régulier ou les nombreuses innovations dans notre organisation, l'année 2022-2023 aura été à la hauteur de nos attentes et objectifs !

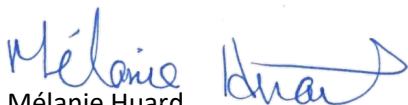
L'année 2022-2023 a été ponctuée par de nombreuses périodes d'ajustements, notamment sur le plan éducatif, puisque c'était notamment le retour de la répartition de l'évaluation des apprentissages sur trois étapes. Le CSS du Val-des-Cerfs a aussi révisé son Plan d'engagement vers la réussite (PEVR), effectif pour les années scolaires 2023-2024 à 2026-2027. Sur le plan de l'engagement communautaire, nos élèves ont réalisé de nombreux accomplissements, dont une dizaine qui ont reçu des prix distinctifs. D'autres projets qui concernaient les saines habitudes de vie ont permis à bon nombre d'enfants de profiter d'activités physiques dans le cadre scolaire. Le secteur des adultes et de la formation professionnelle a aussi été largement reconnu tout au long de l'année en remportant plusieurs concours régionaux et provinciaux.

Sur le plan du réaménagement de nos infrastructures scolaires, le territoire a évolué au gré de plusieurs chantiers. 27 projets de réfections de nos établissements, quatre chantiers de construction et quatre travaux d'embellissement de cours d'école ont eu cours cette année. Un investissement de près de 130 millions de dollars qui a bénéficié à un grand nombre d'élèves et qui a permis de revisiter certaines méthodes d'apprentissages avec l'arrivée, notamment des classes extérieures et des carrefours d'apprentissages.

Comme vous le savez, nous connaissons une période de pénurie de main-d'œuvre dans plusieurs secteurs d'activités au Québec. Pour répondre à cet enjeu, le CSS du Val-des-Cerfs a revisité ses processus de dotation. Ces nouveautés ont permis à notre organisation de créer de nouveaux formats de recrutement en ligne et d'insertion professionnelle.

Dans ce rapport annuel, vous prendrez connaissance de l'ensemble des projets menés à bien au cours de l'année 2022-2023. Ces réalisations n'auraient pas été possibles sans l'engagement sincère des membres du personnel du CSS du Val-des-Cerfs. Tous les corps d'emplois ont su conjuguer leurs forces pour accompagner tous les élèves du territoire sur le chemin de la réussite. Nous tenons à les remercier pour tous leurs efforts et leur implication au nom du développement du plein potentiel de nos jeunes.

Bonne lecture,



Mélanie Huard,  
Présidente du conseil d'administration  
Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs



Carl Morissette,  
Directeur général  
Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs

## Table des matières

1. Présentation du centre de services scolaire.....	3
1.1 Le centre de services scolaire en bref .....	3
1.2 Faits saillants .....	4
1.3 Services éducatifs et autres services .....	5
2. Gouvernance du centre de services scolaire.....	7
2.1 Conseil d'administration.....	7
2.2 Autres comités de gouvernance .....	9
2.3 Code d'éthique et de déontologie.....	11
2.4 Divulgence d'actes répréhensibles à l'égard d'organismes publics .....	11
3. Résultats .....	13
3.1 Plan d'engagement vers la réussite (PEVR) .....	13
3.2 Lutte contre l'intimidation et la violence .....	21
3.3 Procédure d'examen des plaintes .....	24
4. Utilisation des ressources.....	26
4.1 Répartition des revenus du centre de services scolaire .....	26
4.2 Ressources financières .....	27
4.3 Gestion et contrôle des effectifs .....	28
4.4 Contrats de service comportant une dépense de 25 000 \$ et plus.....	29
4.5 Ressources matérielles et informationnelles .....	29
5. Annexes du rapport annuel .....	1
Rapport du protecteur de l'élève .....	1

# 1. Présentation du centre de services scolaire

## 1.1 Le centre de services scolaire en bref

Établi en Estrie, le territoire du Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs (CSS du Val-des-Cerfs) s'étend sur 2 300 km<sup>2</sup>. Il comprend 29 villes et municipalités situées dans les MRC de Brome-Missisquoi et de la Haute-Yamaska, dont la population s'élève à plus de 150 000 habitants.

### Notre clientèle

#### ■ Nombre d'élèves inscrits par ordre d'enseignement

	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023
Préscolaire <sup>1</sup>	1 410	1 430	1 526	1 440	1 558	1 543
Primaire <sup>1</sup>	8 739	8 903	8 873	8 925	8 975	9 038
Secondaire <sup>1</sup>	5 572	5 640	5 957	6 177	6 467	6 524
Total partiel	15 721	15 973	16 356	16 642	17 000	17 105
Formation professionnelle <sup>2</sup>	1 184	1 146	1 244	1 396	1 677	1 358
Formation générale des adultes <sup>2</sup>	1 913	1 577	1 387	1 309	1 345	1 374
<b>Total</b>	<b>18 818</b>	<b>18 696</b>	<b>18 987</b>	<b>19 347</b>	<b>20 022</b>	<b>19 837</b>

### Nos établissements

#### ■ Liste des établissements scolaires du CSS du Val-des-Cerfs – MRC de la Haute-Yamaska

Primaire	Secondaire	Formation aux adultes (FP / FGA)
Ave Maria	de la Haute-Ville	Centre régional intégré de formation
Centrale	Joseph-Hermas-Leclerc	
de l'Assomption	l'Envolée	
de l'Orée-des-Cantons	Wilfrid-Léger	
de la Moisson-d'Or		
de l'Étincelle		
des Bâtisseurs		
du Phénix		
Eurêka		
Joseph-Poitevin		
Roxton Pond		
Saint-André		
Saint-Bernard		
Sainte-Cécile		
Sainte-Famille		
Saint-Jean		
Saint-Joseph		

<sup>1</sup> Basé sur le nombre d'élèves inscrits au 30 septembre de chaque année.

<sup>2</sup> Basé sur le nombre d'élèves inscrits au 30 juin de chaque année.

■ **Liste des établissements scolaires du CSS du Val-des-Cerfs – MRC de Brome-Missisquoi**

Primaire	Secondaire	Formation aux adultes (FP / FGA)
Curé-A.-Petit	Jean-Jacques-Bertrand	Campus de Brome-Missisquoi
de la Clé-des-Champs	Massey-Vanier	
de la Chantignole	Monseigneur-Desranleau	
du Premier-Envol		
Monseigneur-Desranleau		
Monseigneur-Douville		
Notre-Dame-de-Lourdes		
Saint-Édouard		
Sainte-Thérèse		
Saint-François-d'Assise		
Saint-Jacques		
Saint-Joseph (Notre-Dame-de-Stanbridge)		
Saint-Léon		
Saint-Romuald		
Saint-Vincent-Ferrier		
Sutton		

## 1.2 Faits saillants

- Poursuite et finalisation de la construction de quatre nouvelles écoles dont l'ouverture a eu lieu en septembre 2023 ;
- Ajustements aux programmes d'enseignement et au calendrier scolaire : retour de la répartition de l'évaluation des apprentissages sur trois étapes ;
- Levée du travail à distance, obligation occasionnée au contexte pandémique et retour à une organisation régulière du travail ;
- Ajustement du service de transport scolaire en contexte de pénurie de conducteurs d'autobus et de grève des chauffeurs dans la région de Bedford ;
- Entente entre le CSS du Val-des-Cerfs et la Ville de Granby pour la construction d'un Skate-park sur le terrain de l'école Joseph-Hermas-Leclerc ;
- Lancement de la campagne de sensibilisation *Vis ta vie au max sans wax !* en partenariat avec plusieurs autres organismes de la communauté. Ce projet est chapeauté par la Table Terrain de la Table jeunesse Haute-Yamaska ;
- Mise en place d'initiatives en recrutement de personnel sous la forme de rencontres d'informations où les futurs candidats peuvent discuter directement avec des employés œuvrant dans les établissements du CSS du Val-des-Cerfs ;
- Lancement d'un concours pour le choix du nom des quatre nouvelles écoles ;

## Réalisations dans nos établissements

### Partenariats avec la communauté

- [L'équipe de football Les Incroyables de l'école Joseph-Hermas-Leclerc parrainée par un allié hors du commun ;](#)
- [Des dizaines de projets dans nos écoles soutenus par les Prix Fondation Desjardins ;](#)
- [La Brigade clownesque est de retour à l'école Massey-Vanier.](#)

### Prévention et sensibilisation

- [Projet XOX : Sensibilisation sur la violence amoureuse dans les écoles secondaires ;](#)
- [L'art pour prendre action contre l'intimidation ;](#)
- [Un radar-vivant aux abords des écoles de Bromont.](#)

### Les centres de formation aux adultes font jaser

- [Les élèves du CRIF rayonnent aux Olympiades québécoises locales ;](#)
- [Un élève du CBM remporte la compétition régionale en soudage ;](#)
- [Des relations d'affaires nouées au Salon de l'emploi du CRIF ;](#)
- [Deux élèves en Boucherie se distinguent à l'échelle provinciale ;](#)
- [Lancement d'un nouveau DEP – Opération d'équipement de production, en collaboration avec GE aérospatial.](#)

### Succès et projets intéressants

- [Succès de l'harmonie d'élèves du primaire à l'école Massey-Vanier ;](#)
- [Une bibliothèque repensée pour l'école Saint-Joseph de Notre-Dame-de-Stanbridge ;](#)
- [L'école Jean-Jacques-Bertrand accueille la 8e de finale des Brigades culinaires ;](#)
- [Lauréats du Défi OSEntreprendre 2022-2023.](#)

## 1.3 Services éducatifs et autres services

Les Services éducatifs jouent un rôle important de soutien, de conseil, d'éducation et de développement pédagogique dans quatre secteurs spécifiques, soit : l'éducation préscolaire, l'enseignement primaire et secondaire, les services éducatifs complémentaires, l'adaptation scolaire et la formation générale des adultes et la formation professionnelle.

### Priorités 2022-2023

- Soutien des enseignants en insertion professionnelle ;
- Accompagnement du Comité d'engagement pour la réussite éducative (CERE) pour la mise à jour du PEVR ;
- Soutien aux directions d'établissement scolaire pour la mise à jour des projets éducatifs ;
- Soutien aux transitions scolaires ;

- Développement initial d'une culture de données ;
- Accompagnement des communautés de pratiques ;
- Maintien de l'offre de services complémentaires et des services d'accompagnement.

### Quelques réalisations

- Soutien à l'insertion professionnelle des nouveaux enseignants et d'intervenants scolaires ;
- Accompagnement des enseignants-mentors ;
- Accompagnement et implantation du programme-cycle à l'éducation préscolaire ;
- Consolidation et développement des différents partenariats ;
- Déploiement d'un plan d'accompagnement des spécialistes, orthopédagogues et techniciens en éducation spécialisée ;
- Poursuite du développement de données au service de l'apprentissage ;
- Création d'un comité de soutien en lien avec le climat scolaire, la violence et l'intimidation ;
- Élaboration de la politique pour prévenir et contrer l'intimidation et la violence en milieu scolaire ;
- Maintien des communautés de pratiques ;
- Promotion de pratiques concernant les transitions scolaires ;
- Promotion et accompagnement des pratiques efficaces en lecture, en écriture et en mathématique ;
- Accompagnement dans le déploiement des plans d'action numérique ;
- Conférence pour les parents :
  - [La surutilisation des écrans chez les jeunes ;](#)
  - [La civilité numérique chez les jeunes.](#)

Les Services éducatifs ont le souci d'assurer un haut niveau de visibilité, de proximité et d'accessibilité avec les milieux scolaires par la proposition variée de formations, d'accompagnements et de soutien pour les équipes-écoles et les directions d'établissement.

Fiers de ces accomplissements, les Services éducatifs sont engagés dans leur mission éducative et misent sur l'inclusion, la différenciation, l'insertion, la qualité des milieux de vie et le développement des pratiques collaboratives.

## 2. Gouvernance du centre de services scolaire

### 2.1 Conseil d'administration

#### Membres du conseil d'administration

Le Conseil d'administration (CA) est composé de personnes compétentes, aux profils diversifiés, et reconnues par leur milieu : cinq parents membres du comité de parents et désignés par celui-ci, cinq employés membres des conseils d'établissement et désignés par leurs pairs, et cinq représentants de la communauté désignés par les dix autres membres du conseil d'administration. Il est possible qu'à la suite des appels de candidature que certains postes demeurent non comblés. La présidence et la vice-présidence sont désignées parmi les membres parents lors de la première séance publique du conseil d'administration.

#### ■ Liste des membres du conseil d'administration

Nom du membre	Poste occupé	No de district
Charles Leblond	Présidence	District 3
Mélanie Huard	Vice-présidence	District 1
Julie Paquette		District 2
Suzie Lambert		District 4
Nancy Bergeron		District 5
Michel Pinault	Expertise en matière de gouvernance, d'éthique, de gestion des risques ou de gestion des ressources humaines	
Sophie Gendron	Expertise en matière financière ou comptable ou en gestion des ressources financières ou des ressources matérielles	
Marie-Ève Théberge	Issue du milieu communautaire, sportif ou culturel	
Patrick Beaulieu	Issu du milieu municipal, de la santé, des services sociaux ou des affaires	
Alysson Gince	Personne âgée de 18 à 35 ans	
(Demeuré vacant)	Professionnel non enseignant	
Frank Garcia Substitut : Julie Brodeur	Personnel de soutien	
Anne-Marie Ménard	Direction d'établissement	
Alain Tardif	Personnel d'encadrement	
(Demeuré vacant)	Enseignante	

#### Calendrier des séances tenues

- 6 juillet 2022
- 24 août 2022
- 23 novembre 2022
- 18 janvier 2023
- 22 mars 2023
- 31 mai 2023 – Séance extraordinaire
- 28 juin 2023



## Décisions du conseil d'administration

Lors des séances 2022-2023, tenues au centre administratif, le conseil d'administration a notamment :

- Adopté les règlements et politiques suivants :
  - RE 1,0 – *Séances du conseil d'administration et modalités de participation à distance de ses membres* ;
  - PO 24 – *Prévenir et contrer la violence et l'intimidation en milieu scolaire* ;
  - PO 29 – *Politique sur l'initiation des élèves à la démocratie* ;
  - RE 3,0 – *Gouvernance du conseil d'administration* ;
  - RE 5,0 – *Représentation du conseil d'administration aux divers comités* ;
  - RE 6,0 – *Traitement de certaines plaintes* ;
  - PO 10 – *Gestion du personnel d'encadrement* ;
  - PO 23 – *Prévenir et contrer la violence et le harcèlement en milieu de travail*.
- Procédé à la nomination :
  - des membres des comités permanents du conseil d'administration, soit le comité de gouvernance et d'éthique, le comité de vérification et le comité des ressources humaines, conformément à la *Loi sur l'instruction publique* ;
  - des membres du comité d'enquête à l'éthique et à la déontologie, conformément au *Règlement sur les normes d'éthique et de déontologie* applicable à ses membres ;
  - des membres administrateurs au Comité consultatif de transport ;
  - de la firme Raymond Chabot Grant Thornton à titre d'auditeur externe pour les exercices financiers des années scolaires 2022-2023 à 2024-2025.
- Autorisé un régime d'emprunts à long terme auprès du ministre des Finances, valide jusqu'au 31 mars 2023, pour un montant n'excédant pas 13 535 000 \$ ;
- Autorisé un régime d'emprunts par marge de crédit auprès du ministre des Finances afin de permettre de financer ses projets d'investissement, qu'ils soient ou non subventionnés par le gouvernement du Québec ;
- Autorisé la présentation d'une demande au ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) pour une autorisation d'emprunt à la charge du CSS du Val-des-Cerfs pour réaliser le projet d'aménagement d'un terrain synthétique et d'installations d'athlétisme à l'école Joseph-Hermas-Leclerc ;
- Autorisé la présentation d'une demande d'ajout d'espace au Plan québécois des infrastructures (PQI) 2023-2033 pour un gymnase à l'école Monseigneur-Douville ;
- Autorisé la signature de l'acte de donation du lot situé au sud de la route 104 à Farnham, à intervenir entre la Ville de Farnham et le CSS du Val-des-Cerfs, aux fins de construction d'une école primaire ;
- Adopté une résolution visant à demander au ministre d'apporter des changements législatifs et réglementaires afin de favoriser et faciliter le recrutement et la rétention des membres des conseils d'administration ;
- Pris acte du dépôt des états financiers et du rapport de l'auditeur indépendant pour l'exercice financier 2021-2022 terminé le 30 juin 2022 ;
- En prévision de l'année scolaire 2023-2024 :
  - Procédé à la nomination du responsable du traitement des plaintes conformément

- à la nouvelle *Loi sur le protecteur national de l'élève* ;
- Autorisé la présentation d'une nouvelle demande d'ajout d'espace au Plan québécois des infrastructures (PQI) 2024-2034 pour un gymnase à l'école Monseigneur-Douville ;
- Déterminé les noms des quatre (4) nouvelles écoles lesquels ont été sélectionnés parmi les suggestions du comité découlant du concours proposé à la population ;
- Adopté la liste des écoles et les actes d'établissement modifiés pour l'année scolaire 2023-2024 ;
- Approuvé le Plan d'engagement vers la réussite (PEVR) 2023-2027 résultant des travaux du comité d'engagement pour la réussite éducative (CERE) ;
- Adopté le budget initial 2023-2024 prévoyant des revenus de 266 975 000 \$ et des dépenses de 266 975 000 \$.
- Adopté les orientations du comité de répartition des ressources portant sur les objectifs et les principes de la répartition des revenus pour l'année 2023-2024 et sur la répartition des services éducatifs complémentaires et des autres services professionnels ;
- Adopté la structure organisationnelle 2023-2024 du CSS du Val-des-Cerfs ;

## 2.2 Autres comités de gouvernance

Conformément à l'article 193.1 de la *Loi sur l'instruction publique* (LIP), le conseil d'administration du centre de services scolaire doit instituer trois comités ayant notamment pour fonction d'assister les membres du conseil d'administration. Le conseil d'administration peut instituer d'autres comités pour l'assister dans l'exercice de ses fonctions ou pour l'étude de questions particulières.

### ■ Liste des comités du conseil d'administration et de leurs membres

Nom du comité	Liste des membres
Comité de gouvernance et d'éthique	Anne-Marie Ménard Mélanie Huard Michel Pinault Sophie Gendron
Comité de vérification	Alain Tardif Alysson Gince Julie Paquette Patrick Beaulieu
Comité des ressources humaines	Franck Garcia Marie-Ève Thériberge Nancy Bergeron Suzie Lambert

Le président, monsieur Charles Leblond, était substitut pour ces trois comités et remplaçait le membre absent, le cas échéant.

■ Liste des comités du centre de services scolaire et de leurs membres

Nom du comité	Liste des membres
Comité consultatif de gestion	Eric Racine, directeur général Carl Morissette, directeur général adjoint Yves Gendron, directeur général adjoint Anick Hétu, direction de service François Bergeron, direction de service François St-Amand, direction de service Josée Lapointe, direction de service Katherine Plante, secrétaire générale Mario Beauvais, direction de service Nathalie Paré, direction de service Pascale Dubé, direction de service Véronique Barbeau, direction en accompagnement Ensemble des directions d'établissement d'enseignement primaire, secondaire et de centre
Comité consultatif des services aux élèves handicapés et aux élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage	Éric Roulier, direction d'établissement Mireille Bruneau, direction adjointe des Services éducatifs Pascale Dubé, direction des Services éducatifs Mélanie Huard, représentante comité de parents Suzie Lambert, présidente Julie Boissonneault, vice-présidente Ensemble des autres membres prévus à la Loi
Comité consultatif de transport	Anick Hétu, direction des Affaires corporatives Stephan Campbell, direction adjointe au Transport Patrick Beaulieu, membre du CA Suzie Lambert, membre du CA Bruce Banfill, représentant CS Eastern Townships Karine Gingras, représentante du comité de parents Ensemble des autres membres prévus au règlement du transport
Comité de parents	Marie-Claude Devost-Roy, présidente Mélicha Ledoux, vice-présidente Mélanie Huard, représentante CCSEHDAA Suzie Lambert, déléguée FCPQ Ensemble des représentants des conseils d'établissement
Comité d'engagement pour la réussite des élèves (CERE)	Carl Morissette, directeur général adjoint Pascale Dubé, directrice des Services éducatifs Chantale Poulin, chercheuse, U. de Sherbrooke Karine Charron René Labrie Stéphanie Rabouin Lysanne Legault Julie Filion Julie Ostiguy Marie-Pier Dupuis Pierre Huneault Renelle Fontaine

### 2.3 Code d'éthique et de déontologie

Conformément à l'article 175.1 de la *Loi sur l'instruction publique*, le rapport annuel doit faire état du nombre de cas traités et de leur suivi, des manquements constatés, des décisions et des sanctions imposées.

Au cours de l'année scolaire 2022-2023, aucun manquement n'a été relevé.

Le *Règlement sur les normes d'éthique et de déontologie* applicables aux membres du conseil d'administration d'un centre de services scolaire francophone, en vigueur depuis le 10 mars 2022, est annexé au présent rapport.

Conformément à l'article 29, le centre de services scolaire publie les règles de régie interne du comité d'enquête à l'éthique et à la déontologie dans le rapport annuel ainsi que sur son site Internet.

Pour en savoir davantage sur le comité d'enquête et les membres qui le composent, consultez la section « [Conseil d'administration](#) » du site Internet du CSS du Val-des-Cerfs.

### 2.4 Divulgence d'actes répréhensibles à l'égard d'organismes publics

Pour se conformer à la *Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics*, le CSS du Val-des-Cerfs a établi une procédure de divulgation d'actes répréhensibles et a désigné le directeur général responsable du suivi des divulgations au sein du centre de services scolaire. Les mesures mises en place visent à favoriser la divulgation, par les employés, d'actes répréhensibles à l'égard de notre organisation.

#### ■ Reddition de comptes

Reddition de comptes 2022-2023 <i>Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics</i>	Nombre de divulgations ou de communications de renseignements
1. Divulgations reçues par la personne responsable du suivi des divulgations	1
2. Divulgations auxquelles il a été mis fin, en application du paragraphe 3° de l'article 22	1
3. Divulgations fondées	0
4. Divulgations réparties selon chacune des catégories d'actes répréhensibles visées à l'article 4 :	0
1° une contravention à une loi du Québec, à une loi fédérale applicable au Québec ou à un règlement pris en application d'une telle loi	0
2° un manquement grave aux normes d'éthique et de déontologie	0
3° un usage abusif des fonds ou des biens d'un organisme public, y compris de ceux qu'il gère ou détient pour autrui	0
4° un cas grave de mauvaise gestion au sein d'un organisme public, y compris un abus d'autorité	0
5° le fait, par un acte ou une omission, de porter gravement atteinte ou de risquer de porter gravement atteinte à la santé ou à la sécurité d'une personne ou à l'environnement	0
6° le fait d'ordonner ou de conseiller à une personne de commettre un acte répréhensible visé aux paragraphes 1° à 5	0
5. Communications de renseignements, effectuées en application du premier alinéa de l'article 23	0

Au cours de l'année scolaire 2022-2023, une plainte a été reçue. Celle-ci a été jugée non recevable, puisque l'objet de la divulgation ne constituait pas un acte répréhensible au sens de la Loi. La divulgation ne relevait donc pas du mandat du responsable. Le plaignant a donc été redirigé vers un autre processus de plainte.

### 3. Résultats

#### 3.1 Plan d'engagement vers la réussite (PEVR)

##### 3.1.1 Résultats du plan d'engagement vers la réussite

###### ■ Orientation 1 : Augmentation de la diplomation et de la qualification avant l'âge de 20 ans

Objectif	Indicateur	Cible	Résultats <sup>3</sup> 2018-2019	Résultats <sup>4</sup> 2019-2020	Résultats <sup>2</sup> 2020-2021	Résultats <sup>2</sup> 2021-2022	Résultats <sup>2</sup> 2022-2023
Augmenter le taux de diplomation annuelle des élèves de 5e secondaire	Taux de diplomation annuelle (juin, août, janvier)	90 %	86,7 %	86,2 %	87,3 %	81,8 %	85,2 %
Réduire le taux de sorties sans diplôme ni qualification	Taux de sortie sans diplôme ni qualification du MEQ	9 %	14,4 %	19,1 %	18,5 %	Non disponible	Non disponible
Augmenter le taux de première certification des élèves des parcours de formation axée sur l'emploi	Taux de première qualification	FMS 75 %	78,9 %	86,2 %	81,1 %	84,7 %	80,9 %
		FPT 70 %	65,6 %	85,7 %	81,0 %	67,7 %	75,0 %

##### Explication des résultats

Nous constatons une évolution positive de 3,4 points de pourcentage du taux de diplomation annuelle des élèves de 5<sup>e</sup> secondaire par rapport à l'année dernière. Nous avons réduit l'écart à l'atteinte de la cible.

Nous constatons aussi une légère baisse du taux de sorties sans diplôme pour l'année 2020-2021. En effet, les données pour cet indicateur nous sont fournies par le ministère dont la dernière mise à jour date de l'année scolaire 2020-2021.

###### ■ Orientation 2 : Équité de réussite chez les clientèles à risque

<sup>3</sup> Résultats de la première année de reddition de comptes du PEVR.

<sup>4</sup> Résultats des années subséquentes du déploiement du PEVR.

Objectif	Indicateur	Cible	Résultats <sup>5</sup> 2018-2019	Résultats <sup>4</sup> 2019-2020	Résultats <sup>4</sup> 2020-2021	Résultats <sup>4</sup> 2021-2022	Résultats <sup>4</sup> 2022-2023
Réduire l'écart de réussite (diplomation et qualification) entre les élèves immigrants et les élèves nés au Canada	Écart du taux de première diplomation et qualification (PDQ) en 7 ans	14 points	7,4	16,6	19,1	10,8	3,4

### Explication des résultats

Après avoir comblé l'écart avec la cible l'année dernière, une nette augmentation positive est constatée pour cette année avec un dépassement de la cible de 10,6 points par rapport à notre cible.

#### ■ Orientation 3 : Maîtrise de la langue française

Objectif	Indicateur	Cible	Résultats <sup>3</sup> 2018-2019	Résultats <sup>6</sup> 2019-2020	Résultats <sup>4</sup> 2020-2021	Résultats <sup>4</sup> 2021-2022	Résultats <sup>4</sup> 2022-2023
Augmenter le taux de réussite à l'épreuve ministérielle d'écriture	Taux de réussite à l'épreuve ministérielle d'écriture de 6 <sup>e</sup> année	92 %	88,7 %	Épreuves annulées COVID-19	Épreuves annulées COVID-19	88,1 %	85,9 %
	Taux de réussite à l'épreuve ministérielle d'écriture de 2 <sup>e</sup> secondaire	85 %	80,8 %	Épreuves annulées COVID-19	Épreuves annulées COVID-19	79,9 %	78,6 %
Augmenter le taux de réussite au bilan de juin en lecture	Taux de réussite en lecture au bilan de juin de 4 <sup>e</sup> année	92 %	88,1 %	89,3 %	88,9 %	88,0 %	85,2 %
	Taux de réussite en lecture au bilan de juin de 6 <sup>e</sup> année	92 %	90,5 %	91,1 %	90,7 %	91,1 %	88,9 %
	Taux de réussite en lecture au bilan de juin de 2 <sup>e</sup> secondaire	80 %	80,7 %	86,0 %	84,7 %	84,1 %	80,3 %

### Explication des résultats

Pour la deuxième année après la reprise des épreuves, les taux de réussite à l'épreuve ministérielle d'écriture en 6<sup>e</sup> année du primaire et en 2<sup>e</sup> année du secondaire n'atteignent pas les cibles avec un écart respectif de 6,1 et 6,4 points de pourcentage.

<sup>5</sup> Résultats de la première année de reddition de comptes du PEVR.

<sup>6</sup> Résultats des années subséquentes du déploiement du PEVR.

Pour la 4<sup>e</sup> et la 6<sup>e</sup> année du primaire, nous constatons un écart négatif respectif de l'ordre de 6,8 et de 3,1 points de pourcentage du taux de réussite au bilan de juin en lecture par rapport à la cible. Quant à la 2<sup>e</sup> année du secondaire, le taux de réussite reste légèrement supérieur à la cible.

■ **Orientation 4 : Compétence en littératie chez les adultes**

Objectif	Indicateur	Cible	Résultats <sup>7</sup> 2018-2019	Résultats <sup>8</sup> 2019-2020	Résultats <sup>6</sup> 2020-2021	Résultats <sup>6</sup> 2021-2022	Résultats <sup>6</sup> 2022-2023
<b>Augmenter le taux de réussite au relevé des apprentissages en écriture, langue d'enseignement, 5<sup>e</sup> année du sec.</b>	Taux de réussite au relevé des apprentissages en écriture de 5 <sup>e</sup> secondaire	<b>80 %</b>	<b>77,8 %</b>	<b>82,7 %</b>	<b>88,0 %</b>	<b>74,8 %</b>	<b>82,3 %</b>
<b>Augmenter le taux de réussite au bilan de juin en lecture, langue d'enseignement, 5<sup>e</sup> année du sec.</b>	Taux de réussite au bilan de juin en lecture de 5 <sup>e</sup> secondaire	<b>85 %</b>	<b>86,5 %</b>	<b>82,8 %</b>	<b>90,8 %</b>	<b>84,8 %</b>	<b>88,3 %</b>

**Explication des résultats**

Après une reprise difficile des épreuves en 2021-2022, une nette amélioration du taux de réussite au relevé des apprentissages en écriture, langue d'enseignement, 5<sup>e</sup> année du secondaire a été constatée avec un dépassement de la cible de 2,3 points de pourcentage et une augmentation de 7,5 points de pourcentage par rapport à l'année précédente.

Nous constatons également une nette amélioration du taux de réussite au bilan de juin en lecture, langue d'enseignement, 5<sup>e</sup> année du secondaire avec un dépassement de 3,3 points de pourcentage correspondant à une augmentation de 3,5 points de pourcentage par rapport à l'année précédente.

<sup>7</sup> Résultats de la première année de reddition de comptes du PEVR.

<sup>8</sup> Résultats des années subséquentes du déploiement du PEVR.



## ■ Orientation 5 : Milieu de vie

Objectifs	Indicateurs	Cible	Résultats <sup>5</sup> 2018-2019	Résultats <sup>6</sup> 2019-2020	Résultats <sup>6</sup> 2020-2021	Résultats <sup>6</sup> 2021-2022	Résultats <sup>6</sup> 2022-2023
Faire en sorte que tous les bâtiments du parc immobilier soient dans un état satisfaisant	Indice de vétusté du parc immobilier (IVP)	12 %	14,0 %	13,5 %	13,0 %	14,0 %	18,0 %

### Explication des résultats

Bien que plus d'établissements ont été jugés satisfaisants en 2022-2023, nous notons une augmentation de l'indice de vétusté. Ceci s'explique d'abord par l'application de la nouvelle méthodologie de calcul *Gestion des infrastructures pour les établissements scolaires* (GIEES), implantée en 2021-2022 par le MEQ. La hausse marquée des investissements en 2023-2024 par des mesures ciblées du ministère pour des projets de maintien et de résorption de maintien des bâtiments existants aura toutefois des répercussions positives pour les années futures.

## ■ Orientation 6 : Compétence en mathématique au secondaire

Objectif	Indicateur	Cible	Résultats <sup>9</sup> 2018-2019	Résultats <sup>10</sup> 2019-2020	Résultats <sup>8</sup> 2020-2021	Résultats <sup>8</sup> 2021-2022	Résultats <sup>8</sup> 2022-2023
Augmenter le taux de réussite en raisonnement mathématique	Taux de réussite en raisonnement mathématique de 2 <sup>e</sup> secondaire	82 %	75,7 %	77,7 %	79,8 %	81,7 %	81,9 %
Augmenter le taux de réussite en raisonnement mathématique	Taux de réussite en raisonnement mathématique CST de 4 <sup>e</sup> secondaire	78 %	78,6 %	82,4 %	73,2 %	82,4 %	74,7 %

### Explication des résultats

Le taux de réussite de 2<sup>e</sup> secondaire en raisonnement mathématique demeure stable par rapport à l'année dernière. Nous pouvons confirmer que la cible est atteinte.

Nous constatons une diminution du taux de réussite en raisonnement mathématique CST de 4<sup>e</sup> secondaire par rapport à l'année 2021-2022. Ce taux est semblable au taux de l'année 2020-2021.

### Conclusion

Globalement, nous observons que nos cibles sont atteintes dans la moitié de nos objectifs. Dans la majorité de ces objectifs, l'atteinte de la cible a été régulière durant les cinq dernières années.

<sup>9</sup> Résultats de la première année de reddition de comptes du PEVR.

<sup>10</sup> Résultats des années subséquentes du déploiement du PEVR.

Bien que notre cible ne soit pas atteinte concernant la diplomation annuelle, nous retenons particulièrement une avancée de plus de 3 %. Les travaux concertés de la communauté de pratique des directions d'école au secondaire ont permis de cibler des moyens à mettre en place ainsi que leur suivi.

Nous observons également un meilleur taux de diplomation chez nos élèves immigrants. De nombreux efforts d'intégration, soit en classe d'accueil ou en service de francisation, sont déployés par nos équipes et notre partenaire dans ce dossier.

Concernant notre orientation 4 sur les compétences en littératie chez les adultes, non seulement nos cibles sont atteintes pour la dernière année, mais une tendance se maintient sur la majorité des cinq dernières années.

En raisonnement mathématique de la 2<sup>e</sup> secondaire, nos indicateurs sont en constante évolution.

Le développement des compétences en littératie au primaire et au secondaire est notre principal objectif pour les prochaines années. Les effets de la pandémie sont bien présents. Autant pour les enfants que pour leur famille, le retour aux routines habituelles est difficile. Les équipes-écoles et le CSS du Val-des-Cerfs travaillent à promouvoir et à instaurer des routines et des pratiques qui favorisent l'engagement et la persévérance de nos élèves.

Quant au taux de première qualification en Formation à un métier semi-spécialisé (FMS), nous sommes fiers de maintenir l'atteinte de nos cibles pour la durée complète du PEVR 18-23.

Afin de soutenir les équipes-écoles et les élèves, le CSS du Val-des-Cerfs poursuit ses efforts en maintenant son offre de formation continue et d'accompagnement, en misant sur l'utilisation de données en temps réel sur ses élèves. Ces données permettent de supporter la prise de décision et l'ajustement de ses pratiques. D'ailleurs, la mise en place de communautés de pratique (CoP) et de communautés d'apprentissage professionnel (CAP) est priorisée et encouragée.

Une attention particulière est accordée à la poursuite d'actions favorisant le bien-être dans les milieux.

Le CSS du Val-des-Cerfs accentue ses liens étroits avec les partenaires externes afin d'assurer une compréhension commune des enjeux et besoins de sa clientèle. En ce sens, des rencontres et modalités de collaboration ont été mises en place tout au long de l'année scolaire.

En ce qui a trait aux interventions précoces chez les élèves du préscolaire, le CSS du Val-des-Cerfs développe et soutient les initiatives et priorise les interventions universelles de ses équipes. Les milieux développent différentes actions visant à assurer la qualité des transitions, notamment chez les petits.

Le développement de nouvelles approches quant à la valorisation de la formation professionnelle et de la formation générale aux adultes est l'une des priorités d'action retenue.

Une augmentation intéressante des élèves se qualifiant en Formation à un métier semi-spécialisé (FMS) et en Formation préparatoire au travail (FPT) est le signe d'une offre qui correspond aux besoins de nos élèves. De plus, nous soulignons le maintien de l'offre de formation en concomitance, soit de réaliser les études secondaires en même temps qu'une formation professionnelle. Ce sont nos élèves qui en bénéficient.

### 3.1.2 Objectifs établis par le ministre de l'Éducation

Objectif	Indicateur	Cible	Résultats <sup>11</sup> 2018-2019	Résultats <sup>12</sup> 2019-2020	Résultats <sup>10</sup> 2020-2021	Résultats <sup>10</sup> 2021-2022	Résultats <sup>10</sup> 2022-2023
<b>1.2.1 Accroître la réussite des élèves</b>	Taux d'élèves qui obtiennent un premier diplôme ou une première qualification au secondaire après 7 ans	<b>84,5 %</b>	<b>78,8 %</b>	<b>77,3 %</b>	<b>73,3 %</b>	<b>78,5 %</b>	<b>71,4 %</b>
	Écart de réussite entre garçons et filles	<b>5,6</b>	<b>11,4</b>	<b>11,1</b>	<b>8,5</b>	<b>14,7</b>	<b>17,5</b>
	Écart de réussite entre EHDAA et élèves ordinaires	<b>24,1</b>	<b>30,2</b>	<b>23,8</b>	<b>23,9</b>	<b>21,0</b>	<b>25,1</b>
	Écart de réussite entre les élèves des écoles défavorisées et ceux des écoles favorisées	<b>6,2 %</b>	<b>4,0</b>	<b>3,5</b>	<b>1,9</b>	<b>1,3</b>	<b>3,3</b>
	Proportion d'élèves entrant au secondaire à 13 ans ou à un âge ultérieur dans le réseau public	<b>11,1 %</b>	<b>12,7 %</b>	<b>12,7 %</b>	<b>12,5 %</b>	<b>16,2 %</b>	<b>12,2 %</b>
	Taux de réussite à l'épreuve obligatoire d'écriture, en langue d'enseignement, en 4 <sup>e</sup> année du primaire dans le réseau public	<b>87,4 %</b>	<b>86,2 %</b>	<b>Épreuves annulées COVID-19</b>	<b>Épreuves annulées COVID-19</b>	<b>83,8 %</b>	<b>86,0 %</b>
<b>2.1 Accroître le temps consacré aux activités physiques et parascolai res chez tous les élèves, jeunes et adultes</b>	Proportion d'écoles publiques qui adhèrent à la mesure "À l'école, on bouge !"	<b>65 %</b>	<b>27,3 %</b>	<b>36,4 %</b>	<b>45,5 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

<sup>11</sup> Résultats de la première année de reddition de comptes du PEVR.

<sup>12</sup> Résultats des années subséquentes du déploiement du PEVR.

## Explication des résultats

**Objectif 1.2.1 :** Taux d'élèves qui obtiennent un premier diplôme ou une première qualification au secondaire après 7 ans est en baisse comparativement à la cohorte de l'année précédente. Notons que la cohorte est celle de l'année 2014, le suivi en 7 ans s'est effectué jusqu'en 2020-2021. Ce suivi est réalisé par le MEQ.

Contrairement aux années précédentes, nous constatons malheureusement que l'écart de réussite entre les garçons et les filles s'est accentué où il est constaté que les filles demeurent avec un meilleur taux de réussite.

Nous observons un retour de la proportion d'élèves entrant au secondaire à 13 ans ou à un âge ultérieur dans le réseau public à des valeurs ressemblant aux quatre premières années de notre Plan d'engagement vers la réussite (PEVR), ce qui représente une amélioration en comparaison à l'année 2021-2022.

Ces derniers résultats mettent en lumière les enjeux de persévérance scolaire chez les garçons et les élèves en difficulté d'apprentissage et d'adaptation, enjeux qui sont bien présents.

**Objectif 2.1 :** Nous confirmons que 100 % de nos écoles primaires participent à la mesure À l'école on bouge !

## Mesures projetées

Parmi les pratiques à poursuivre pour les prochaines années, nous retenons particulièrement les suivantes :

- Le partage des données et informations sur nos élèves afin que les équipes-écoles et les services soient en mesure d'identifier les pistes de solutions individuelles et collectives et intervenir rapidement ;
- Le travail collaboratif afin de développer les meilleures pratiques et relever les défis qui nous attendent ;
- La valorisation et la promotion des pratiques issues de la recherche en éducation.

Objectif	Indicateur	Cible	Résultats <sup>13</sup> 2018-2019	Résultats <sup>14</sup> 2019-2020	Résultats <sup>12</sup> 2020-2021	Résultats <sup>12</sup> 2021-2022	Résultats <sup>12</sup> 2022-2023
<b>2.3 Accélérer la rénovation, la construction et l'amélioration des infrastructures</b>	Pourcentage de bâtiments visés du réseau scolaire dont l'état est satisfaisant	<b>50 %</b>	<b>58 %</b>	<b>62 %</b>	<b>62 %</b>	<b>53 %</b>	<b>45 %</b>

<sup>13</sup> Résultats de la première année de reddition de comptes du PEVR.

<sup>14</sup> Résultats des années subséquentes du déploiement du PEVR.

### Explication des résultats

Nous notons une diminution du pourcentage des établissements du CSS du Val-des-Cerfs dont l'état est jugé satisfaisant. Ceci s'explique encore une fois par l'application d'une nouvelle méthodologie de calcul GIEES utilisée par le MEQ. Rappelons que la hausse marquée des investissements pour l'année scolaire 2023-2024 aura des répercussions positives pour les années futures.

## 3.2 Lutte contre l'intimidation et la violence

### 3.2.1 Synthèse des événements relatifs à l'intimidation et à la violence déclarés au centre de services scolaire

#### ■ Échelle de la fréquence des événements d'intimidation ou de violence :

Échelle
Aucun événement
Moins de 10 événements déclarés
De 10 à 19 événements déclarés
De 20 à 39 événements déclarés
40 événements déclarés ou plus

Établissement scolaire	INTIMIDATION (fréquence des événements)	VIOLENCE (fréquence des événements)	Proportion d'interventions qui ont fait l'objet d'une plainte auprès du protecteur de l'élève
<b>Primaire<sup>15</sup></b>			
Ave Maria 338 élèves	Aucun événement	Aucun événement	0 %
Centrale 143 élèves	Aucun événement	Aucun événement	0 %
Curé-A.-Petit 160 élèves	Aucun événement	Aucun événement	0 %
de l'Assomption 368 élèves	Aucun événement	Aucun événement	0 %
de la Chantignole 724 élèves	Aucun événement	Aucun événement	0 %
de la Clé-des-Champs 192 élèves	Aucun événement	Aucun événement	0 %
de l'Orée-des-Cantons 737 élèves	Aucun événement	Aucun événement	0 %
de la Moisson-d'Or 328 élèves	Aucun événement	Aucun événement	0 %
de l'Étincelle 369 élèves	Moins de 10 événements déclarés	Aucun événement	0 %
des Bâtisseurs 413 élèves	Aucun événement	Moins de 10 événements déclarés	0 %
du Phénix 493 élèves	Aucun événement	Aucun événement	0 %
du Premier-Envol 122 élèves	Moins de 10 événements déclarés	Aucun événement	50 %
Eurêka 446 élèves	Aucun événement	Aucun événement	0 %
Joseph-Poitevin 358 élèves	Aucun événement	Aucun événement	0 %
Monseigneur-Desranleau 149 élèves	Aucun événement	Aucun événement	0 %

<sup>15</sup> Basé sur le nombre d'élèves inscrits au 30 septembre 2022.

Établissement scolaire	INTIMIDATION (fréquence des événements)	VIOLENCE (fréquence des événements)	Proportion d'interventions qui ont fait l'objet d'une plainte auprès du protecteur de l'élève
<b>Primaire (suite)<sup>15</sup></b>			
Monseigneur-Douville 298 élèves	Aucun événement	Aucun événement	0 %
Notre-Dame-de-Lourdes 35 élèves	Aucun événement	Aucun événement	0 %
Roxton Pond 349 élèves	Moins de 10 événements déclarés	Moins de 10 événements déclarés	33 %
Saint-André 469 élèves	Aucun événement	Aucun événement	0 %
Saint-Bernard 569 élèves	Moins de 10 événements déclarés	Aucun événement	0 %
Sainte-Cécile 278 élèves	Aucun événement	Moins de 10 événements déclarés	0 %
Saint-Édouard 160 élèves	Aucun événement	Aucun événement	0 %
Sainte-Famille 294 élèves	Moins de 10 événements déclarés	Moins de 10 événements déclarés	0 %
Saint-François-d'Assise 94 élèves	Aucun événement	Aucun événement	0 %
Saint-Jacques 292 élèves	Aucun événement	Aucun événement	0 %
Saint-Jean 374 élèves	Aucun événement	Moins de 10 événements déclarés	0 %
Saint-Joseph 312 élèves	Aucun événement	Aucun événement	0 %
Saint-Joseph (Notre- Dame-de-Stanbridge) 112 élèves	Aucun événement	Aucun événement	0 %
Saint-Léon 364 élèves	Aucun événement	Aucun événement	0 %
Saint-Romuald 332 élèves	Aucun événement	Moins de 10 événements déclarés	0 %
Sainte-Thérèse 321 élèves	Moins de 10 événements déclarés	Aucun événement	0 %
Saint-Vincent-Ferrier 293 élèves	Aucun événement	Moins de 10 événements déclarés	0 %
Sutton 187 élèves	Aucun événement	Aucun événement	0 %
<b>Secondaire<sup>16</sup></b>			
de la Haute-Ville 1 227 élèves	Aucun événement	Aucun événement	0 %
Jean-Jacques-Bertrand 934 élèves	Moins de 10 événements déclarés	Aucun événement	0 %
Joseph-Hermas-Leclerc 1 533 élèves	Moins de 10 événements déclarés	Aucun événement	0 %
l'Envolée 584 élèves	Aucun événement	Aucun événement	0 %

<sup>16</sup> Basé sur le nombre d'élèves inscrits au 30 septembre 2022.

Établissement scolaire	INTIMIDATION (fréquence des événements)	VIOLENCE (fréquence des événements)	Proportion d'interventions qui ont fait l'objet d'une plainte auprès du protecteur de l'élève
<b>Secondaire (suite)<sup>16</sup></b>			
Massey-Vanier 1 600 élèves	Aucun événement	Moins de 10 événements déclarés	0 %
Monseigneur-Desranleau 103 élèves	Aucun événement	Aucun événement	0 %
Wilfrid-Léger 543 élèves	Moins de 10 événements déclarés	Moins de 10 événements déclarés	0 %
<b>Formation aux adultes<sup>17</sup></b>			
Campus de Brome- Missisquoi 798 élèves	Aucun événement	Aucun événement	0 %
Centre régional intégré de formation 1 951 élèves	Aucun événement	Aucun événement	0 %

### 3.2.2 Interventions dans les établissements du centre de services scolaire

Le CSS du Val-des-Cerfs doit faire mention dans son rapport annuel de la nature des plaintes portées à l'attention de la direction générale, des interventions menées, ainsi que de la proportion de ces interventions qui ont fait l'objet d'une plainte au protecteur de l'élève.

L'analyse réalisée par le centre de services scolaire permet de constater que la majorité des établissements n'a signalé aucune plainte liée à un événement d'intimidation ou de violence. Nous remarquons cependant que plus d'établissements ont déclaré un ou des événements en comparaison avec l'année dernière, variation notamment due à la formation dispensée aux directions d'établissement ainsi qu'à la révision de notre procédure interne de reddition de compte. Cette amélioration de nos processus entraîne une plus grande vigilance et une proactivité dans la gestion des événements de violence et d'intimidation.

Environ la moitié de ces cas sont liés à des actes d'intimidation, constat semblable aux derniers bilans. Les situations déclarées ont été prises en charge avec diligence par les directions d'établissement et seulement deux ont fait l'objet d'une plainte au protecteur de l'élève. La vigilance en lien avec l'utilisation accrue des moyens technologiques et la cyberintimidation est toujours nécessaire.

Depuis plusieurs années, le CSS du Val-des-Cerfs, en collaboration avec ses établissements, a mis en place un outil de signalement des plaintes à la direction générale, relativement à l'intimidation et la violence. Chaque année, les rappels sont faits en lien avec la mise à jour des plans de lutte à la violence et à l'intimidation et de la formation et du soutien nécessaire à cet exercice sont offerts. Le centre de services scolaire et les établissements maintiennent leurs efforts afin d'offrir des environnements sains et sécuritaires.

<sup>17</sup> Basé sur le nombre d'élèves inscrits au 30 juin de chaque année.



D'ailleurs, au cours de l'année scolaire 2022-2023, le CSS du Val-des-Cerfs a adopté sa nouvelle politique *Prévenir et contrer l'intimidation et la violence en milieu scolaire* (PO 24) dont la mise en application a débuté le 1<sup>er</sup> juillet 2023.

L'enjeu relatif à la compréhension commune des définitions des grands actes de violence et d'intimidation est toujours présent. Les outils d'information et de prévention demeurent au cœur de nos actions. De plus, les nombreuses structures de dénonciation présentes dans nos écoles sont simples et facilitantes. En fait, les mécanismes permettent aux victimes respect et discrétion.

Parmi les moyens en place, nous avons offert aux parents des rencontres d'information sur l'intervention positive et la gestion des écrans.

Nous sommes heureux de pouvoir compter sur nos partenaires externes pour le soutien, la formation et l'élaboration de différents projets ou programmes de prévention.

### 3.3 Procédure d'examen des plaintes

Conformément à la *Directive administrative violence et intimidation* (DA-SE-01-13), l'établissement scolaire est le premier responsable des interventions à mettre à place afin de sanctionner la violence, l'intimidation et les autres problématiques importantes du comportement manifesté par un élève.

La plainte a un caractère formel. Elle provient généralement de la victime ou de ses parents. Le plaignant énonce habituellement ses attentes et s'attend à ce qu'un suivi personnalisé lui soit octroyé quant aux démarches effectuées. La plainte est adressée à une personne en autorité (direction ou direction adjointe). Le signalement survient lorsqu'une personne témoin d'un acte susceptible d'être de l'intimidation ou de la violence dénonce une situation qui requiert un suivi. Le signalement peut être fait au moyen d'un billet de signalement ou adressé verbalement à un membre du personnel.

Le centre de services scolaire et ses établissements répriment, avec une sanction appropriée, toutes les attitudes et tous les comportements violents, intimidants ou révélant une problématique importante au sens du code de vie ou des règles de fonctionnement de ses établissements et de la directive administrative. La direction de l'école peut également demander que soit appliquée l'une ou l'autre des sanctions prévues à la directive administrative, à savoir : une prolongation de la suspension, un transfert ou une expulsion.

Toute décision prise en vertu du code de vie ou des règles de fonctionnement des établissements ou de la directive administrative à l'égard d'un élève peut faire l'objet d'une plainte auprès du responsable du traitement des plaintes, lequel la traitera conformément au *Règlement sur la procédure d'examen des plaintes formulées par les élèves ou leurs parents* (RE-29) du centre de services scolaire. Toute demande de révision de décision est acheminée au secrétaire général du centre de services scolaire et est traitée conformément aux dispositions des articles 9 à 12 de la *Loi sur l'instruction publique* (LIP). En dernier recours, le plaignant a le droit de s'adresser au Protecteur de l'élève.

La grande majorité des plaintes ont été traitées par les intervenants ou la direction de l'établissement ou du service directement concerné.

Neuf plaintes pour intimidation ou violence ont été traitées par le responsable du traitement des plaintes du CSS du Val-des-Cerfs. Sept de ces plaintes ont été jugées fondées et ont fait l'objet d'une intervention par le responsable. Dans le cas des deux autres plaintes, l'enquête a démontré que les interventions de l'école étaient jugées adéquates et conformes aux encadrements du CSS du Val-des-Cerfs.

Aucune demande de révision de décision relative à une situation d'intimidation ou de violence n'a été traitée par le conseil d'administration. Deux des plaintes ont cependant fait l'objet d'une enquête par le Protecteur de l'élève.

## 4. Utilisation des ressources

### 4.1 Répartition des revenus du centre de services scolaire

#### Les objectifs de la répartition annuelle des revenus

L'objectif du CSS du Val-des-Cerfs est d'optimiser l'utilisation des ressources financières pour réaliser sa mission éducative. Il veut s'assurer d'une répartition équitable entre ses écoles primaires et secondaires, ses centres de formation professionnelle et ses centres d'éducation des adultes en tenant compte des inégalités sociales et économiques ainsi que des besoins exprimés par ces mêmes établissements.

Dans un contexte de ressources financières limitées, le centre de services scolaire vise aussi à prendre en compte les aspects d'efficacité et d'efficience permettant d'effectuer les activités requises aux moindres coûts possibles.

Finalement, il favorise l'autonomie de gestion, la responsabilisation et l'imputabilité pour mieux répondre aux besoins spécifiques tout en laissant place à l'innovation et à la créativité.

#### Les principes de la répartition annuelle des revenus

L'ensemble du processus d'allocation des ressources s'effectue en conformité avec les orientations budgétaires adoptées par le conseil d'administration. La distribution de ces ressources financières se fait par l'intermédiaire des règles budgétaires annuelles publiées par le MEQ. De plus, des orientations annuelles sont prises par le Comité de répartition des ressources (CRR) qui émet ses recommandations à la Direction générale.

La distribution des ressources s'effectue par enveloppe décentralisée aux établissements et par budget centralisé au centre de services scolaire. Elle tient compte notamment du volume d'activités des établissements, du nombre d'élèves ainsi que des particularités de la clientèle et des caractéristiques des bâtiments.

#### Les critères servant à déterminer les montants alloués

- Le niveau d'effectifs par établissement ;
- La répartition par personne (nombre d'élèves avec et sans pondération – clientèle de l'année précédente, estimative ou réelle) ;
- La superficie des bâtiments ;
- Les coûts historiques réels ou moyens ;
- Les indices de défavorisation ;
- L'éloignement géographique ;
- Les besoins de services éducatifs particuliers requis ;
- Les coûts spécifiques à certaines activités dont les montants sont connus ;
- Les budgets requis pour opérer certains comités à la suite des consultations et aux évaluations des besoins financiers.

## 4.2 Ressources financières

Le service des Ressources financières collabore à la réalisation des objectifs organisationnels en offrant des services financiers de proximité aux directions d'établissement et aux directions des services, ainsi qu'à la population pour la taxation scolaire. L'objectif de la réussite des élèves est partagé et les moyens prisés visent un travail d'équipe orienté sur l'optimisation des ressources financières disponibles et l'application de contrôles internes permettant la protection des actifs de l'organisme.

Par ailleurs, la direction demeure à l'affût des meilleures pratiques de gestion financière permettant à l'organisme de respecter la *Loi sur l'équilibre budgétaire* et de déployer les meilleures solutions tout en tenant compte des lois, politiques et règlements en vigueur.

### ■ États financiers pour l'exercice clos le 30 juin 2023<sup>18</sup>

REVENUS	2022-2023	2021-2022 (redressé)
Subvention de fonctionnement du MEQ	221 972 239 \$	209 094 926 \$
Subvention d'investissement	78 956 954	12 925
Autres subventions et contributions	925 713	884 069
Taxe scolaire	18 132 358	17 547 408
Autres revenus	18 388 374	19 826 540
Amortissement de la subvention d'investissement reportée	42 215 579	9 676 380
Total des revenus	380 591 217 \$	257 042 248 \$

CHARGES	2022-2023	2021-2022 (redressé)
Activités d'enseignement et de formation	120 606 544 \$	116 640 084 \$
Activités de soutien à l'enseignement et à la formation	66 454 952	56 320 472
Services d'appoint	26 505 753	23 089 601
Activités administratives	10 548 947	9 018 993
Activités relatives aux biens meubles et immeubles	33 555 591	30 227 619
Activités connexes	14 884 593	7 267 491
Charges liées à la variation de la provision pour avantages sociaux	253 628	614 212
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles		47 663
Total des charges	272 810 008 \$	243 226 135 \$
EXCÉDENT DE L'EXERCICE	107 781 209 \$	13 816 113 \$

Une version plus détaillée des états financiers est disponible sur notre site Internet, à la section [Service des ressources financières](#) du site Internet du CSS du Val-des-Cerfs.

<sup>18</sup> L'excédent de l'exercice financier 2022-2023 doit être analysé en considérant la mise en application de la norme canadienne de comptabilité du secteur public SP # 3280 – OMHS – Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

### 4.3 Gestion et contrôle des effectifs

#### ■ Répartition de l'effectif en heures

Catégorie d'emploi	Heures travaillées (1)	Heures supplémentaires (2)	Total d'heures rémunérées (3) = (1) + (2)	Nombre d'employés pour la période visée
1. Personnel d'encadrement	225 302,73	0,00	225 302,73	156
2. Personnel professionnel	240 077,25	0,00	240 077,25	182
3. Personnel enseignant	2 038 707,67	7 989,15	2 046 696,82	2 376
4. Personnel de bureau, technicien et assimilé	1 108 516,22	1 191,71	1 109 707,93	1 500
5. Ouvriers, personnel d'entretien et de service	208 610,62	2 867,88	211 478,50	191
<b>Total</b>	<b>3 821 214,49</b>	<b>12 048,74</b>	<b>3 833 263,23</b>	<b>4 405</b>

#### ■ Résumé du niveau de l'effectif

<b>Cible établie par le ministre de l'Éducation (A)</b> Source : Information transmise par le MEQ	3 561 967
<b>Total des heures rémunérées effectuées (B)</b> Source : Information transmise par le MEQ	3 833 263
<b>Ampleur du dépassement, s'il y a lieu</b> Calcul : (C) = (B) – (A)	271 296
<b>Respect du niveau de l'effectif</b> Choix de réponse : Oui/Non (Si la réponse est « Non », le centre de services scolaire doit informer des moyens qui ont été pris pour rectifier la situation)	Non <i>Le CSS du Val-des-Cerfs est en attente d'une nouvelle cible amendée à la hausse depuis le début de l'exercice financier 2021. Les explications du dépassement sont fournies ci-après.</i>

Le nombre d'heures rémunérées entre le 1<sup>er</sup> avril 2022 et le 31 mars 2023 ne respecte pas la cible originale fixée par le MEQ, à la suite de l'ajout de ressources relativement aux nouveaux investissements en éducation (mesures dédiées, protégées et conventionnées), au respect des conventions collectives, aux investissements en infrastructure, aux ajouts de classes spéciales et à la hausse de la clientèle sur le territoire desservi par le CSS du Val-des-Cerfs.

Au cours de l'exercice 2023-2024, la cible des heures rémunérées devrait être modifiée de nouveau et à la hausse par le MEQ pour prendre en compte l'introduction des nouvelles allocations et des bonifications d'allocations en éducation ainsi que l'ajout de quatre nouveaux établissements scolaires dédiés à la formation générale des jeunes. Concernant les nouvelles allocations, celles-ci prévoient, entre autres, l'ajout d'heures rémunérées pour le service direct à l'élève.

#### ■ Répartition de poste nécessitant la connaissance d'une autre langue que le français

Catégorie d'emploi	Nombre de postes
1. Personnel d'encadrement	3
2. Personnel professionnel	0
3. Personnel enseignant	76
4. Personnel de bureau, technicien et assimilé	6
5. Ouvriers, personnel d'entretien et de service	0
<b>Total de postes</b>	<b>85</b>

Conformément à l'article 11 du *Règlement sur la langue de l'Administration*, un organisme public doit publier dans son rapport annuel le nombre de postes, pourvus ou à pourvoir, pour lesquels la connaissance d'une autre langue que le français est exigée ou souhaitable.

Considérant que le CSS du Val-des-Cerfs offre aux élèves du primaire, du secondaire et l'éducation aux adultes des cours de langues comme l'anglais et l'espagnol, il s'avère nécessaire d'exiger la connaissance de ces langues par le personnel enseignant concerné.

Le CSS du Val-des-Cerfs a aussi la particularité, sur son territoire, de partager l'utilisation de certains établissements scolaires avec la Commission scolaire Eastern Township (ETSB), notamment aux écoles Sutton et Massey-Vanier, ainsi qu'au Campus Brome-Missisquoi. Considérant que la clientèle y est tant francophone qu'anglophone, la connaissance de l'anglais par certains personnels administratifs, de service de garde et enseignants est nécessaire.

## 4.4 Contrats de service comportant une dépense de 25 000 \$ et plus

#### ■ Contrats de service comportant une dépense de 25 000 \$ et plus

	Nombre de contrats	Montant du contrat (avant taxes)
Contrats de service avec une personne physique	2	118 758 \$
Contrats de service avec un contractant autre qu'une personne physique	16	963 645 \$
<b>Total</b>	<b>18</b>	<b>1 082 403 \$</b>

## 4.5 Ressources matérielles et informationnelles

### 4.5.1 Ressources matérielles

Le Service des ressources matérielles assure l'entretien physique et préventif des 47 immeubles du CSS du Val-des-Cerfs. Il supervise le budget d'investissement, les parcs-écoles, les aménagements, les constructions et les agrandissements. Ce service prend aussi en charge les achats, les réquisitions et les commandes ainsi que la gestion des appels d'offres et des demandes de soumission et du service centralisé de reprographie.

Au cours de l'année 2022-2023, le Service des ressources matérielles a procédé à quatre nouvelles constructions d'écoles primaires, à 27 projets d'améliorations et de rénovations de bâtiments, en plus de six projets d'embellissement de cours d'école. Sans compter les projets d'entretien et de prévention sur l'ensemble de notre parc, tel qu'exigés par les différents guides à respecter.

■ **Maintien de l'actif immobilier\***

2021-2022 (Année précédente)	2022-2023 (Année de reddition de comptes)		
Solde non investi ni engagé	Investissements réalisés	Sommes engagées	Sommes non investies ni engagées
32 804 961 \$	8 686 936 \$	16 147 248 \$	31 008 142 \$

\* Le maintien de l'actif immobilier concerne le remplacement de composantes essentielles au bâtiment (toiture, fenestration, maçonnerie, blocs sanitaires, chauffage, électricité, etc.)

#### 4.5.2 Ressources informationnelles

Le Service des technologies de l'information a été le maître d'œuvre dans l'achat, la mise en fonction, la distribution et la gestion du matériel informatique. Il a travaillé de pair avec les écoles pour offrir celui-ci aux familles en manque de matériel informatique et de connectivité.

##### Autres réalisations

- Révision de la *Politique sur l'utilisation des ressources informatiques* (PO-08) ;
- Mises à niveau quant aux nouvelles mesures de sécurité imposées par le Conseil du trésor, notamment par la mise en place d'une campagne de sensibilisation sur l'importance de la sécurité de l'information ;
- Poursuite des plans d'action numérique dans les établissements ;
- Support quotidien auprès des utilisateurs à distance et en présentiel ;
- Développement d'outils en ligne pour supporter les écoles et les services ;
- Responsable du comité de la fibre optique pour les régions de la Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ;
- Redditions ministérielles sur les allocations dédiées et protégées ;
- Participation au comité d'expertise en données (CDPVD) ;
- Participation au comité au comité d'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels (CAIPRP).

## 5. Annexes du rapport annuel

### Rapport du protecteur de l'élève

---

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU VAL-DES-CERFS

RAPPORT ANNUEL DU PROTECTEUR DE L'ÉLÈVE

ANNÉE 2022-2023

CHRISTIAN BEAUDRY  
PROTECTEUR DE L'ÉLÈVE

10 août 2023

---



## INTRODUCTION

Ce rapport annuel du Protecteur de l'élève est déposé au Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs conformément aux articles 220.2 et 242 de la *Loi sur l'instruction publique* et à l'article 7.6 du *Règlement sur la procédure d'examen des plaintes formulées par les élèves ou leurs parents* du Centre de services scolaire.

Ce rapport fait état, d'une part, du rôle et des fonctions attribuées au Protecteur de l'élève, et d'autre part, du nombre, de la nature et du traitement des plaintes reçues par celui-ci.

## RÔLE DU PROTECTEUR DE L'ÉLÈVE

La fonction de Protecteur de l'élève a été créée par des modifications apportées en 2009 à la *Loi sur l'instruction publique*. L'article 220.2 de cette dernière, ainsi que le *Règlement sur la procédure d'examen des plaintes établie par une Commission scolaire*, adopté en vertu de la Loi, ont instauré un régime de traitement de plaintes dont le Protecteur de l'élève est l'ultime intervenant.

Le Protecteur de l'élève est un tiers neutre, indépendant et impartial dont le rôle est de recevoir et traiter les plaintes provenant d'un élève ou de ses parents à l'égard d'un service qu'il a reçu ou aurait dû recevoir du Centre de services scolaire ou de ses établissements.

Le Protecteur de l'élève n'est pas un employé du Centre de services scolaire. Il n'agit pas à titre d'avocat ou de représentant d'un parent, d'un élève ou du Centre de services scolaire. Il ne donne pas d'avis juridiques.

Les principales fonctions du Protecteur de l'élève sont :

- Informer les plaignants de leurs droits et de leurs recours possibles dans le cadre du *Règlement sur la procédure d'examen des plaintes formulées par les élèves ou leurs parents* ;
- Lorsque les étapes préliminaires prévues à la procédure d'examen des plaintes n'ont pas été franchies, rediriger les plaignants vers les instances appropriées ;
- Traiter des plaintes à la suite de l'épuisement des recours mis à la disposition des plaignants par le Centre de services scolaire ;
- À l'occasion du traitement d'une plainte, conseiller et offrir aux plaignants des pistes de solution à l'égard des problèmes soulevés, ou agir comme médiateur ;
- À la suite d'une enquête, donner son avis sur le bien-fondé d'une plainte et, le cas échéant, proposer les correctifs qu'il juge appropriés.

Il importe de souligner que le Protecteur de l'élève ne peut réviser ou modifier les règlements, politiques ou conventions collectives du Centre de services scolaire. Il ne peut non plus prendre des décisions en lieu et place des établissements et services de celle-ci. Il ne peut non plus substituer son opinion personnelle à celle des professionnels qui sont formés et qualifiés pour évaluer les besoins spécifiques des élèves ainsi que la nature des services que ces derniers requièrent.

En somme, le Protecteur de l'élève n'a pas de pouvoir décisionnel, mais plutôt un pouvoir de recommandation.

### **APPROCHE PRIVILÉGIÉE PAR LE PROTECTEUR DE L'ÉLÈVE**

L'approche privilégiée par le Protecteur de l'élève en est d'abord une de règlement des différends à l'amiable et de prévention des conflits. L'intérêt de l'élève, le respect de ses droits et l'importance d'une relation saine entre l'élève, le(s) parent(s) et l'équipe-école sont au cœur des préoccupations du Protecteur de l'élève. Ainsi, l'implication des parties, la qualité des communications et le choix de solutions adaptées, réalistes et satisfaisantes pour tous sont privilégiés.

### **DÉFINITIONS**

Avant d'énumérer le nombre et la nature des plaintes reçues au cours de cet exercice, quelques distinctions sont de mise afin de bien saisir la portée de l'intervention du Protecteur de l'élève.

#### Redirection d'appel

Souvent, les plaignants ne savent pas qu'ils doivent s'adresser directement à la personne ou à l'instance concernée ou au Responsable de l'examen des plaintes avant de communiquer avec le Protecteur de l'élève. Dans de tels cas, ils sont redirigés vers les instances appropriées, conformément à la procédure d'examen des plaintes.

#### Consultation

Certains plaignants consultent le Protecteur de l'élève avant de porter plainte officiellement auprès du Centre de services scolaire. Les plaignants profitent de cette consultation avec le Protecteur de l'élève pour faire état d'une situation ou d'un différend avec le Centre de services scolaire. Parfois, le Protecteur de l'élève se permet de communiquer avec les instances concernées afin de faciliter la résolution de la situation ou du différend. Et, finalement, il oriente le plaignant, qui n'a pas épuisé tous les recours mis à sa disposition, vers les autorités compétentes, lorsque celui-ci désire porter plainte.

#### Plainte non recevable

À la suite de la réception d'une plainte, le Protecteur de l'élève doit d'abord déterminer si celle-ci est recevable. Si les recours disponibles n'ont pas été épuisés ou si l'objet de la plainte ne relève pas de la compétence du Protecteur de l'élève, la plainte est qualifiée de non recevable et le plaignant est invité à s'adresser à l'autorité compétente.

#### Plainte recevable

Une plainte est jugée recevable si toutes les démarches préalables ont été effectuées et que l'objet de la plainte relève de la compétence du Protecteur de l'élève. Toutefois, celui-ci peut se

saisir d'une plainte à toute étape de la procédure d'examen des plaintes s'il estime que son intervention est nécessaire afin d'éviter qu'une situation préjudiciable ne résulte de l'absence d'une intervention immédiate de sa part.

### Enquête

Lorsqu'une plainte est jugée recevable, le Protecteur de l'élève entreprend une enquête. Après avoir discuté de la situation et recueilli tous les faits auprès du plaignant et des intervenants concernés du Centre de services scolaire, le Protecteur de l'élève peut proposer aux parties des pistes de solution ou agir comme médiateur. À défaut, il soumet au Conseil des commissaires son avis sur le bien-fondé de la plainte et, le cas échéant, lui propose les correctifs qu'il juge appropriés.

### Plainte fondée

Une plainte est considérée comme fondée lorsque l'enquête du Protecteur de l'élève révèle qu'une erreur ou une injustice a été commise ou que l'élève a été autrement lésé.

### Plainte non fondée

Une plainte est considérée comme non fondée lorsque l'enquête du Protecteur de l'élève ne révèle pas qu'une erreur ou injustice a été commise ou que l'élève a été autrement lésé.

### Avis

Dans ce rapport, le genre masculin est utilisé sans aucune discrimination et uniquement dans le but d'alléger le texte. Il désigne l'ensemble des personnes de sexe féminin et de sexe masculin.

## DOSSIERS TRAITÉS AU COURS DE L'EXERCICE 2022-2023

Au cours de cet exercice, trente-cinq (35) demandes ont été adressées au Protecteur de l'élève. De ce nombre, il y a eu dix-sept (17) redirections d'appels et dix-huit (18) plaintes qui ont fait l'objet d'une enquête.

Parmi les dix-huit (18) plaintes reçues :

- Trois (3) plaintes ont été jugées irrecevables.
- Huit (8) plaintes ont été réglées avec l'aide du service concerné.
- Sept (7) plaintes ont été considérées comme non fondées après enquête.

Le tableau qui suit indique la nature des plaintes traitées :

**Tableau 1      Nature des plaintes**

NATURE	PLAINTES
<b>Admission - inscription</b>	<b>1</b>
<b>Allégation de maltraitance</b>	<b>1</b>
<b>Changement d'école</b>	<b>2</b>
<b>Droit à l'égalité, discrimination</b>	<b>1</b>
<b>Fréquentation à temps partiel</b>	<b>1</b>
<b>Intimidation</b>	<b>2</b>
<b>Plan d'intervention</b>	<b>1</b>
<b>Redoublement</b>	<b>1</b>
<b>Refus service hybride</b>	<b>1</b>
<b>Sortie scolaire</b>	<b>1</b>
<b>Transfert d'élèves</b>	<b>3</b>
<b>Transport</b>	<b>2</b>
<b>Utilisation d'outils technologiques</b>	<b>1</b>

## ÉVOLUTION DES DEMANDES

**Tableau 2** Évolution des demandes adressées au Protecteur de l'élève

	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20	2020-21	2021-22	2022-23
Redirections d'appel	11	11	13	3	8	9	17
Consultations	3	1	1	2	1	0	0
Plaintes	11	6	10	11	18	8	18
<b>Demandes</b>	<b>25</b>	<b>18</b>	<b>24</b>	<b>16</b>	<b>27</b>	<b>17</b>	<b>35</b>


## INTIMIDATION ET VIOLENCE

Je n'ai été informé d'aucune expulsion d'élève pour cause d'intimidation ou de violence.

J'ai traité deux plaintes comportant des allégations d'intimidation. L'une d'entre elles alléguait de l'intimidation par un membre du personnel enseignant. Après enquête, j'ai conclu que cette allégation n'était pas fondée. L'autre plainte a été réglée avec la collaboration de la direction de l'école concernée. Je n'ai donc pas de recommandations à formuler en matière d'intimidation et de violence.

## CONCLUSION

Ce rapport clôt la dernière année d'existence de la fonction de Protecteur de l'élève. En effet, à la suite de l'entrée en vigueur de la *Loi sur le protecteur national de l'élève*, une Protectrice régionale de l'élève a été désignée et entrera en fonction le 28 août prochain.



Christian Beaudry  
Protecteur de l'élève

## Règlement sur les normes d'éthique et de déontologie applicables aux membres du conseil d'administration d'un centre de services scolaire francophone

### Loi sur l'instruction publique (chapitre I-13.3, a. 457,8).

#### CHAPITRE I

##### OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

**1.** Le présent règlement détermine les normes d'éthique et de déontologie applicables aux membres du conseil d'administration d'un centre de services scolaire francophone dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions.

Il détermine notamment les devoirs et les obligations que les membres sont tenus de respecter après l'expiration de leur mandat ainsi que les règles relatives à la déclaration des intérêts. Il établit une procédure d'examen et d'enquête concernant les comportements susceptibles de contrevenir aux normes d'éthique et de déontologie, prévoit les sanctions applicables et détermine les cas et les modalités suivant lesquels un membre peut être relevé provisoirement de ses fonctions.

Ces normes s'appliquent lorsque les membres exercent leurs fonctions au sein du conseil d'administration ou auprès de tout comité formé par celui-ci ou auquel ils siègent à titre de membre du conseil d'administration d'un centre de services scolaire.

#### CHAPITRE II

##### DEVOIRS ET OBLIGATIONS

#### SECTION I

##### RÈGLES GÉNÉRALES

**2.** Le membre agit avec honnêteté, intégrité, rigueur, objectivité et modération. Il fait preuve de probité.

Il exerce avec compétence ses fonctions. À cette fin, il développe et tient à jour ses connaissances sur le rôle du conseil d'administration d'un centre de services scolaire.

Il exerce ses fonctions de bonne foi, avec prudence et diligence et fait preuve de loyauté envers le centre de services scolaire.

Il agit dans l'intérêt du centre de services scolaire, notamment pour que ce dernier guide ses actions et oriente ses activités vers la réussite éducative des élèves.

**3.** Le membre est tenu, dans l'exercice de ses fonctions, de respecter les normes régissant leurs fonctions et pouvoirs prévues à la *Loi sur l'instruction publique* (chapitre I-13.3).

Il doit organiser ses affaires personnelles de telle sorte qu'elles ne puissent nuire à l'exercice de ses fonctions.

**4.** Le membre doit connaître et comprendre les normes d'éthique et de déontologie qui lui sont applicables, s'engager à les respecter et à en promouvoir le respect. Il doit, au plus tard à la première séance du conseil d'administration qui suit son entrée en fonction, signer une déclaration à cet effet.

Ces déclarations sont déposées devant le conseil d'administration.

**5.** Le membre doit s'abstenir d'inciter quiconque à contrevenir aux dispositions du présent règlement.

## **SECTION II**

### **SÉANCES**

**6.** Le membre est tenu d'être présent, sauf excuse valable, aux séances du conseil d'administration ou d'un comité formé par celui-ci ou auquel il siège à titre de membre du conseil d'administration d'un centre de services scolaire, de s'y préparer et d'y participer activement. Il contribue à la mission du centre de services scolaire en fournissant un apport constructif aux délibérations.

**7.** Le membre doit débattre de toute question de manière objective et indépendante ainsi que de façon éclairée et informée.

**8.** Le membre doit agir avec courtoisie et respect de manière à encourager la confiance mutuelle et la cohésion au sein du conseil d'administration ou d'un comité duquel il est membre.

**9.** Le membre est solidaire des décisions prises par le conseil d'administration.

**10.** Le membre est tenu de voter, sauf empêchement prévu par le présent règlement.

## **SECTION III**

### **CONFLIT D'INTÉRÊTS**

**11.** Le membre doit s'abstenir de se placer dans une situation qui met en conflit l'intérêt du centre de services scolaire, celui de la population qu'il dessert ou l'intérêt public et son intérêt personnel ou celui d'une personne qui lui est liée, notamment son enfant, son conjoint, un parent, une personne avec qui il cohabite, ou encore un associé ou une personne morale dont il est l'administrateur ou qu'il contrôle.

Notamment, un membre ne peut :

1° agir, tenter d'agir ou omettre d'agir de façon à favoriser ses intérêts personnels, ceux d'une personne qui lui est liée, ou d'une manière abusive, ceux de toute autre personne ;

2° se prévaloir de ses fonctions pour influencer ou tenter d'influencer la décision d'une autre personne de façon à favoriser ses intérêts personnels, ceux d'une personne qui lui est liée ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.

Il préserve en tout temps sa capacité d'exercer ses fonctions de façon impartiale, objective et indépendante.

**12.** Dans les 60 jours qui suivent son entrée en fonction et, par la suite, annuellement, le membre doit déposer devant le conseil d'administration une déclaration des intérêts personnels que lui ou une personne qui lui est liée a dans des immeubles situés sur le territoire du centre de services scolaire au conseil duquel il siège et dans des personnes morales, des sociétés et des entreprises susceptibles d'avoir des contrats avec le centre de services scolaire.

La déclaration mentionne notamment les emplois et les postes d'administrateur qu'occupent le membre et les personnes qui lui sont liées ainsi que l'existence des emprunts dont le membre ou une personne qui lui est liée est créancier ou débiteur auprès d'une personne autre qu'une institution financière, le membre ou une personne qui lui est liée et dont le solde, en principal et en intérêts, excède 2 000 \$.

La déclaration ne mentionne pas la valeur des intérêts énumérés ni le degré de participation du membre dans des personnes morales, des sociétés ou des entreprises. Elle ne mentionne pas l'existence de sommes déposées dans un établissement financier ni la possession d'obligations émises par un gouvernement, une municipalité ou un autre organisme public.

**13.** Sauf pour les biens et les services offerts par le centre de services scolaire, aucun membre ne peut conclure un contrat avec le centre de services scolaire, à moins d'une autorisation du conseil d'administration justifiée, notamment, par une compétence particulière et nécessaire au centre de services scolaire.

**14.** Le membre qui a un intérêt dans un bien, un organisme, une entreprise, une association ou une entité juridique susceptible de le placer en situation de conflit d'intérêts doit le déclarer, sans délai et par écrit, au président du conseil d'administration du centre de services scolaire ou, lorsque celui-ci est concerné, au membre désigné pour exercer les fonctions du président en cas d'empêchement ou d'absence de ce dernier.

Cette déclaration peut être faite séance tenante et est alors consignée au procès-verbal de la séance du conseil d'administration à laquelle la décision est prise.

**15.** Le membre doit s'abstenir de participer à toute délibération et à toute décision mettant en cause son intérêt personnel. À cette fin, il doit se retirer de la séance sans exercer son droit de vote ni participer aux délibérations sur cette question.

**16.** Le membre ne peut prendre d'engagement à l'égard de tiers ni leur accorder de garantie relativement au vote qu'il peut être appelé à donner ou à quelque décision que ce soit que le conseil d'administration peut être appelé à prendre.

**17.** Le membre ne doit pas confondre les biens du centre de services scolaire avec les siens et ne peut les utiliser à son profit ou au profit de tiers, à moins d'une autorisation du conseil d'administration.



Le membre ne peut, directement ou indirectement, accorder, solliciter ou accepter une faveur, un cadeau, une marque d'hospitalité ou un autre avantage offert ou donné en raison de ses fonctions.

**18.** Le membre doit s'abstenir d'associer le centre de services scolaire, de près ou de loin :

1° à une démarche personnelle, notamment une démarche touchant des activités politiques ;

2° à une prise de position publique qui reflète ses positions personnelles, notamment sur un site Internet, un blogue ou un réseau social.

**19.** Le membre siégeant à titre de membre du personnel doit, sous peine de révocation de son mandat, s'abstenir de voter sur toute question portant sur son lien d'emploi, sa rémunération, ses avantages sociaux et ses autres conditions de travail ou ceux de la catégorie d'employés à laquelle il appartient. Il doit, après avoir eu l'occasion de présenter ses observations, se retirer de la séance pour la durée des délibérations et du vote relatifs à cette question.

Il doit, en outre, s'abstenir de voter sur toute question portant sur la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail d'autres catégories d'employés.

#### **SECTION IV**

##### **CONFIDENTIALITÉ ET DISCRÉTION**

**20.** Le membre doit faire preuve de discrétion sur ce dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions et est tenu, à tout moment, de respecter le caractère confidentiel des renseignements mis à sa disposition ou dont il a pris connaissance et qui n'est pas généralement à la disposition du public.

Il doit prendre les mesures raisonnables pour préserver la confidentialité des renseignements obtenus dans l'exercice de ses fonctions.

**21.** Le membre doit faire preuve de réserve dans ses commentaires sur les décisions prises par le conseil d'administration, notamment sur un site Internet, un blogue ou un réseau social.

**22.** Le membre ne peut utiliser à son profit ou au profit de tiers l'information obtenue dans l'exercice de ses fonctions et qui n'est pas généralement à la disposition du public.

#### **SECTION V**

##### **RELATIONS AVEC LES EMPLOYÉS DU CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE**

**23.** Le membre doit agir avec courtoisie et respect dans ses relations avec les employés du centre de services scolaire.

Il ne peut, à ce titre, s'adresser à un employé du centre de services scolaire pour lui donner des instructions, s'ingérer dans son travail ou obtenir des renseignements confidentiels, à moins d'agir à l'intérieur du mandat d'un comité dont il est le président et d'y être expressément autorisé par le conseil d'administration.

## **SECTION VI**

### **APRÈS-MANDAT**

**24.** Le membre qui a cessé d'exercer ses fonctions doit :

1° s'abstenir de divulguer une information confidentielle qu'il a obtenue dans l'exercice de ses fonctions ni utiliser à son profit ou pour un tiers de l'information non disponible au public concernant le centre de services scolaire et qu'il a obtenue dans les mêmes conditions ;

2° faire preuve de réserve dans ses commentaires sur les décisions prises par le conseil d'administration du centre de services scolaire durant son mandat, notamment sur un site Internet, un blogue ou un réseau social ;

3° se comporter de façon à ne pas tirer d'avantages indus de ses fonctions antérieures au sein du conseil d'administration du centre de services scolaire ;

## **CHAPITRE III**

### **PROCÉDURE D'EXAMEN ET D'ENQUÊTE ET SANCTIONS**

**25.** Le président du conseil d'administration veille au respect par les membres des normes d'éthique et de déontologie déterminées par le présent règlement.

**26.** Un comité d'enquête à l'éthique et à la déontologie est formé au sein du centre de services scolaire aux fins d'examiner et d'enquêter sur toute information concernant un comportement susceptible de contrevenir au présent règlement.

Ce comité est composé de trois personnes, nommées par le conseil d'administration par le vote d'au moins les deux tiers de ses membres, qui appartiennent à l'une des catégories suivantes :

1° elle possède une expérience, une expertise, une sensibilisation ou un intérêt marqué en matière d'éducation ;

2° elle est un ancien membre du conseil d'administration d'un centre de services scolaire ou un ancien commissaire d'une commission scolaire ;

3° elle possède une expérience ou une expertise en matière de déontologie et d'éthique.

Le comité doit être composé de membres provenant d'au moins deux des trois catégories.

Les membres du comité ne peuvent être membres du conseil d'administration ou employés d'un centre de services scolaire ou liés à ceux-ci.

Les membres du comité désignent, parmi eux, un président.

Le secrétaire général du centre de services scolaire agit à titre de secrétaire du comité.

Le comité peut, avec l'autorisation du conseil d'administration, avoir recours à des experts pour l'assister.

La durée du mandat des membres du comité est déterminée par le conseil d'administration. À l'expiration de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau.

**27.** Avant d'entrer en fonction, les membres du comité prêtent, devant le secrétaire général, le serment suivant :

« Je, A. B., déclare sous serment que je ne révélerai et ne ferai connaître, sans y être autorisé par la loi, quoi que ce soit dont j'aurai eu connaissance dans l'exercice de ma charge. ».

**28.** Les membres du comité ont droit, à la charge du centre de services scolaire, à une allocation de présence et au remboursement des frais raisonnablement engagés selon les mêmes normes que celles déterminées par le gouvernement en application de l'article 175 de la *Loi sur l'instruction publique* pour les membres des conseils d'administration des centres de services scolaires à l'exception du montant maximum qu'un membre peut recevoir à titre d'allocation de présence qui ne s'applique pas.

**29.** Le comité se dote de règles de régie interne que le centre de services scolaire rend accessible au public, notamment sur son site Internet, et qu'il publie dans son rapport annuel.

**30.** Le membre du conseil d'administration doit dénoncer sans délai au comité tout comportement susceptible de contrevenir au présent règlement, dont il a connaissance ou dont il soupçonne l'existence.

**31.** Le comité reçoit la dénonciation de toute personne concernant un comportement susceptible de contrevenir au présent règlement.

**32.** Le comité peut rejeter, sur examen sommaire, toute dénonciation s'il est d'avis qu'elle est abusive, frivole ou manifestement mal fondée.

Il rend sa décision sur la recevabilité de la dénonciation dans les 15 jours de sa réception et en informe par écrit le dénonciateur et le membre visé par la dénonciation.

**33.** S'il ne rejette pas la dénonciation, le comité entreprend sans délai une enquête. Il la conduit de manière confidentielle, de façon diligente et dans le respect des principes de l'équité procédurale. Il doit notamment permettre au membre de présenter ses observations écrites après l'avoir informé du comportement qui lui est reproché.

Le comité peut obtenir du centre de services scolaire tout document utile à son enquête autre que ceux visés par le secret professionnel. Le centre de services scolaire doit collaborer avec le comité.

**34.** Le comité rend ses conclusions dans les 30 jours suivant la décision d'entreprendre une enquête. Si l'enquête n'est pas terminée dans ce délai, il en informe par écrit le dénonciateur et le membre visé par la dénonciation.

Lorsque le comité en vient à la conclusion que le membre visé par l'enquête n'a pas contrevenu au présent règlement, il en informe par écrit ce dernier et le dénonciateur.

Lorsque le comité en vient à la conclusion que le membre visé par l'enquête a contrevenu au présent règlement, il transmet sans délai un rapport énonçant les motifs à l'appui de ses conclusions et de ses recommandations au secrétaire général et au membre visé par l'enquête. Le rapport est rédigé de manière à assurer la confidentialité des renseignements personnels et à protéger l'identité du dénonciateur.

Le secrétaire général transmet le rapport au conseil d'administration à la séance qui suit sa réception.

**35.** À la séance qui suit celle à laquelle le rapport est déposé, le conseil d'administration vote sur le rapport.

Une sanction prévue au rapport s'applique dès que le conseil d'administration adopte ce rapport aux deux tiers de ses membres.

Le membre visé par le rapport ne peut participer aux délibérations ou au vote. Il peut toutefois présenter ses observations écrites au conseil d'administration. Il peut également être entendu sur les faits au soutien de ses prétentions avant que la décision ne soit prise.

**36.** Selon la nature, la gravité et la persistance du manquement ou de l'inconduite, une ou plusieurs sanctions peuvent être imposées au membre parmi les suivantes :

1° la réprimande ;

2° la suspension de son mandat pour une durée d'au plus 90 jours ;

3° la révocation de son mandat.

Lorsqu'un membre est suspendu, il ne peut siéger au conseil d'administration du centre de services scolaire ni à aucun comité formé par celui-ci ou auquel il siège à titre de membre du conseil d'administration du centre de services scolaire ni recevoir une allocation ou toute autre somme à ce titre.

Le membre peut également être contraint de rembourser ou remettre au centre de services scolaire, au donateur ou à un organisme de bienfaisance qui n'est pas lié au centre de services scolaire, toute somme d'argent ou tout cadeau, marque d'hospitalité ou avantage reçu en contravention des normes d'éthique et de déontologie qui lui sont applicables.

**37.** Le membre est informé sans délai et par écrit de la décision du conseil d'administration.

**38.** Le membre contre lequel est intentée une poursuite concernant un acte impliquant de la collusion, de la corruption, de la malversation, de l'abus de confiance, une fraude ou du trafic d'influence ainsi que toute poursuite concernant des gestes ou des propos abusifs à caractère sexuel ou qui fait l'objet d'une poursuite pour une infraction punissable de 5 ans d'emprisonnement ou plus doit, dans les 10 jours à compter de celui où il en est informé, en aviser le président du conseil d'administration.

Le président du conseil d'administration transmet sans délai cette information au comité d'enquête à l'éthique et à la déontologie.

**39.** Le conseil d'administration peut, sur recommandation du comité et par le vote d'au moins les deux tiers de ses membres, relever provisoirement de ses fonctions le membre contre lequel est intentée une poursuite concernant un acte impliquant de la collusion, de la corruption, de la malversation, de l'abus de confiance, une fraude ou du trafic d'influence ainsi que toute poursuite concernant des gestes ou des propos abusifs à caractère sexuel ou qui fait l'objet d'une poursuite pour une infraction punissable de 5 ans d'emprisonnement ou plus.

Il peut également, sur recommandation du comité et par le vote d'au moins les deux tiers de ses membres, relever provisoirement de ses fonctions le membre dont le comportement est susceptible de contrevenir au présent règlement, lorsque l'urgence ou la gravité de la situation le justifie.

Il doit, avant de décider de relever provisoirement le membre de ses fonctions, lui permettre de présenter ses observations écrites et d'être entendu sur les faits au soutien de ses prétentions, avant que la décision ne soit prise.

Le directeur général du centre de services scolaire informe le ministre de la décision du conseil d'administration de relever provisoirement de ses fonctions un membre.

**40.** Le membre est relevé de ses fonctions, dans les cas visés au premier alinéa de l'article 39, jusqu'à ce que le poursuivant décide d'arrêter ou de retirer les procédures à l'égard de tous les chefs d'accusation compris dans la poursuite ayant servi de fondement à la décision du conseil d'administration de le relever provisoirement de ses fonctions ou jusqu'à la décision prononçant l'acquittement ou l'arrêt des procédures à l'encontre de tous les chefs d'accusation compris dans la poursuite ou, dans les cas visés au deuxième alinéa de l'article 39, jusqu'à ce que le conseil d'administration rende une décision visée à l'article 35.

**41.** Le membre est informé sans délai, par écrit, de la décision de le relever provisoirement de ses fonctions et des motifs qui la justifient.

#### **CHAPITRE IV**

##### **DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALE**

**42.** Un examen ou une enquête relativement à une situation ou à une allégation de comportement susceptible d'être dérogatoire à l'éthique ou à la déontologie selon le code d'éthique et de déontologie applicable avant l'entrée en vigueur du présent règlement et dont l'examen ou l'enquête n'est pas terminé à ce moment est fait conformément à la procédure prévue au chapitre III du présent règlement. Les sanctions applicables, le cas échéant, sont celles prévues au présent règlement.

**43.** La personne chargée de déterminer s'il y a eu contravention au code et d'imposer une sanction qui est en fonction au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement reste en

fonction jusqu'à ce que le premier comité d'enquête à l'éthique et à la déontologie prévu à l'article 26 du présent règlement soit constitué.

Elle exerce, jusqu'à cette date, les fonctions et pouvoirs que le présent règlement attribut au comité. Elle demeure, après cette date, compétente pour continuer et terminer l'examen et l'enquête relativement à des situations ou à des allégations de comportements susceptibles d'être dérogatoires à l'éthique ou à la déontologie commencés avant la constitution du premier comité.

**44.** À défaut pour le conseil d'administration d'avoir constitué le premier comité d'enquête à l'éthique et à la déontologie au plus tard six mois après l'entrée en vigueur du présent règlement, le ministre peut en nommer les membres.

**45.** La déclaration prévue à l'article 4 doit être signée au plus tard à la séance du conseil d'administration qui suit de 30 jours l'entrée en vigueur du présent règlement.

La déclaration prévue à l'article 12 doit être déposée devant le conseil d'administration dans les 60 jours de l'entrée en vigueur du présent règlement.

**46.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la Gazette officielle du Québec.



55, rue Court, Granby (Québec) J2G 9N6  
[www.cssvdc.gouv.qc.ca](http://www.cssvdc.gouv.qc.ca)



**Centre  
de services scolaire  
du Val-des-Cerfs**

**Québec** 

**Conjuguons nos forces!**